



COVID19

## L'espérance de vie 2021 retrouve son niveau d'avant crise

L'évaluation de l'impact de la covid19 sur la mortalité et l'espérance de vie fait débat. Une nouvelle étude internationale, dirigée par [Jonas Scholey](#), de l'institut Max Planck, remet en cause bien des certitudes. Cette étude souligne la persistance de l'écart très important entre l'est et l'ouest de l'Europe, en matière de santé.

[LIRE L'ARTICLE](#)

16,7 %

## Dépression post-partum

Selon l'[enquête nationale périnatale](#) 2021, menée auprès de 12 723 femmes, 16,7 % d'entre elles ayant accouché en mars 2021 ont présenté des signes de dépression post-partum deux mois après l'accouchement.



### Jean-Jacques Coiplet

Le Directeur de l'ARS Pays de la Loire vient d'être nommé Directeur de l'ARS Bourgogne Franche-Comté.



### Cécile Courrèges

L'ancienne directrice générale de l'offre de soins est chargée de la préfiguration d'une Direction de préparation et de gestion des crises sanitaires. Cette mission est menée en lien avec Pierre Ricordeau (IGAS) chargé d'une mission sur la réorganisation des administrations centrales des



### Stéphane Besançon

Biologiste et nutritionniste, basé au Mali, Stéphane Besançon œuvre depuis vingt ans pour améliorer l'accès aux soins des diabétiques, en Afrique et ailleurs. Son portrait est à découvrir dans [Le Monde](#) (réservé aux abonnés).

# BRÈVES

## FIN DE VIE

**Convention citoyenne** - Le 13 septembre dernier, le Président de la République a annoncé le lancement d'une Convention citoyenne sur la fin de vie. Il a confié son organisation au Conseil économique, social et environnemental (CESE). Après l'installation du Comité de Gouvernance, présidé par Claire Thoury, le tirage au sort des 150 citoyennes et citoyens qui formeront la Convention vient d'être lancé par le [CESE](#). Les travaux de la convention viseront à éclairer la question suivante : « Le cadre de l'accompagnement de la fin de vie est-il adapté aux différentes situations rencontrées ou d'éventuels changements devraient-ils être introduits ? »

**Directives anticipées** - Le Conseil constitutionnel ayant été saisi d'une QPC\*, sur le cas d'une équipe médicale souhaitant arrêter les soins d'un patient ayant exprimé au préalable la volonté d'être maintenu en vie, même artificiellement, en a conclu que le médecin n'est pas forcément contraint de respecter les « directives anticipées » par lesquelles un patient exprime sa volonté ou non d'être maintenu en vie. Le principe a été confirmé jeudi 10 novembre par le Conseil constitutionnel, qui valide la législation en vigueur. La loi, qui prévoit que le médecin puisse passer outre ces directives si elles sont « inappropriées » à la situation du patient, est conforme à la « sauvegarde de la dignité de la personne » comme à sa « liberté personnelle », estime le Conseil. ([Le Monde](#))

*QPC : question prioritaire de constitutionnalité qui reconnaît le droit à toute personne de soutenir qu'une disposition législative est contraire aux droits et libertés que la Constitution garantit.*

**CONVENTIONS MÉDICALES** - Tous les cinq ans (ou presque, le calendrier étant variable d'une convention à l'autre), représentants des syndicats de médecins libéraux et Assurance maladie se retrouvent pendant plusieurs mois pour s'accorder (ou pas) sur les conditions d'exercice des praticiens. Quatre axes principaux ont été fixés dans la lettre de [cadrage](#) du ministre pour ces négociations. Mais, dans l'immédiat, les praticiens souhaitent avant tout une revalorisation du tarif de la consultation (inchangée depuis 2017). Une grève des médecins est annoncée les 1<sup>er</sup> et 2 décembre. (On peut trouver l'historique des conventions sur le site de [l'IRDES](#))

**GROUPES D'ENTRAIDE MUTUELLE** - Les GEM ont vocation à favoriser la vie sociale des personnes avec un handicap psychique. Grâce au soutien des pouvoirs publics, on recense aujourd'hui 656 Groupes d'entraide mutuelle (GEM) sur le territoire. (Source : [CNSA](#), bilan d'activité 2021 des GEM)

**RUSTINES** - Le système de soins n'en finit pas de traverser des crises, et les plans "blanc" succèdent aux plans blancs. Dernière en date, l'épidémie de bronchiolite a provoqué une augmentation sans

précédent des recours aux urgences pédiatriques, sachant que de nombreux services pédiatriques sont en grande difficulté, par manque de personnels et/ou de lits. ([Le Monde](#))

**SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE** - Dans le cadre des mesures de « simplification administrative », le gouvernement vient d'annoncer la création d'une agence sanitaire supplémentaire « l'Agence de l'innovation en santé (AIS) ». Lancée le 31 octobre 2022 l'AIS sera chargée de « coordonner les travaux sur la prospective en santé pour caractériser les besoins à venir du système de santé et anticiper leurs impacts sur le système de prévention et de soin ». La Dr Lise Alter, jusqu'ici directrice de l'évaluation et de l'accès à l'innovation de la Haute Autorité de santé (HAS), est nommée directrice générale de l'AIS, au sein du Secrétariat général pour l'investissement, rattaché au premier ministre.

**IVG** - Les députés ont validé en commission, mercredi 9 novembre, une proposition de loi pour inscrire le droit à l'IVG dans la constitution, afin de se prémunir contre d'éventuelles remises en cause comme celles observées notamment aux Etats-Unis. « Nulle femme ne peut être privée du droit à l'interruption volontaire de grossesse [IVG] ». Le [texte](#), porté par la cheffe de file des députés Renaissance, Aurore Bergé, doit désormais être examiné par le Parlement dans la semaine du 28 novembre. (Source : [Le Monde](#))

**PLFSS** - Le projet de loi de financement de la sécurité sociale a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale. Mais, en l'absence de majorité pour voter ce texte, le gouvernement a eu recours à l'article 49.3 de la Constitution qui prévoit la possibilité de faire passer un projet de loi sans vote. ([Dossier législatif](#)) Par ailleurs, l'article 27 du PLFSS prévoit une « économie » de 250 millions € à réaliser par les laboratoires de biologie, suite aux deux années d'épidémie considérées comme excédentaires. En réaction à ces mesures, les laboratoires privés sont en « grève illimitée » depuis le lundi 14 novembre. Aucun examen ou prélèvement n'est réalisé. En cas d'urgence, les patients sont réorientés vers les laboratoires de biologie des établissements cliniques ou des hôpitaux. (Source : [Le Monde](#))

**CANNABIS** - À l'occasion des Midterms 2022, deux Etats américains supplémentaires ont légalisé l'usage récréatif du cannabis, le Maryland et le Missouri. Avant ces référendums, l'usage récréatif du cannabis était déjà autorisé dans 19 Etats (source : [Le Monde](#)). Par ailleurs, « le gouvernement allemand s'est accordé, mercredi 26 octobre, sur un cadre de légalisation du cannabis à usage récréatif pour adultes, sous réserve de l'aval du droit européen, a annoncé le ministre de la santé, Karl Lauterbach » selon [Le Monde](#). Les grandes lignes du projet visent à placer **la production et le commerce** du cannabis sous « contrôle public » et à autoriser notamment l'achat et la possession « d'une quantité maximum de 20 jusqu'à 30 grammes » pour la consommation personnelle, a détaillé le ministre lors d'une conférence de presse.

## E SANTÉ

**NE DITES PLUS "HEALTH DATA HUB"** - Le « [Health](#)

[Data Hub](#) » est un groupement d'intérêt public (GIP), dont l'objectif est de garantir « l'accès aisé et unifié, transparent et sécurisé, aux données de santé pour améliorer la qualité des soins et l'accompagnement des patients ». Le tribunal administratif de Paris a enjoint le gouvernement à retirer cette expression anglaise de toutes ses communications relatives à sa **plateforme de données de santé** en raison de l'existence de termes français équivalents. Cette décision fait suite à une plainte de l'association de défense de la langue française [Francophonie Avenir](#).

**MON ESPACE SANTÉ** - "Des travaux ont été engagés pour faire de **Mon espace santé le carnet de santé de l'enfant**", a déclaré le directeur de la Cnam, à l'occasion d'un déplacement du ministre de la santé. Le service numérique de la CNAM devrait proposer prochainement des recommandations de santé, un calendrier vaccinal et des courbes de croissance, ainsi que le fait actuellement le carnet papier. "

À terme, l'idée est de dématérialiser les comptes rendus des 20 examens obligatoires de l'enfant, qui sont souvent perdus", a-t-il ajouté. (Source : [TICsante](#))

Par ailleurs, on peut découvrir maintenant les 12 premières applications bientôt disponibles sur « Mon espace santé » ([TICpharma](#)).

**TÉLÉCONSULTATIONS** - Suite au projet, annoncé ces derniers jours par une enseigne d'optique (AFFLELOU), de déploiement d'une offre de **téléconsultation ophtalmologique** dans des magasins d'optique, le [syndicat des ophtalmologistes](#) (SNOF) alerte sur l'incongruité et la dangerosité de mettre en place dans des structures commerciales de véritables postes d'examen avec du matériel médical. Dans le cadre de l'examen du PLFSS, les sénateurs ont adopté l'encadrement des téléconsultations, voulu par le gouvernement, par la création d'un cadre juridique.

**FORMATION** - Un [arrêté](#) publié au journal officiel inscrit une formation permettant l'acquisition des compétences de base en santé numérique dans la formation socle des étudiants en santé, à partir de la rentrée universitaire 2024. Cette formation est organisée en cinq domaines de connaissances : les données de santé, la cybersécurité, la communication, les outils numériques, et la télésanté.

## PRÉVENTION



**MOUSTIQUES TIGRES** - Facilement reconnaissables avec leurs bandes blanches sur tout le corps, les moustiques "tigres" prolifèrent en France, comme en témoigne [la carte de l'ANSES](#). Fin 2021, le moustique avait déjà été repéré dans 67 départements.

En 2022 Les très fortes températures ont encore favorisé leur diffusion sur tout le territoire. Pour le moment, la majorité des infections se concentrent dans le Sud. Neuf foyers de transmission de dengue, totalisant 65 cas autochtones étaient identifiés au 16 octobre 2022 par [Santé publique France](#).

**DRÉPANOCYTOSE** - En France, le dépistage de cette maladie, qui peut avoir des conséquences très graves, est actuellement réalisé chez les nouveau-nés dont les parents ont des origines à risque.

La [HAS vient d'actualiser](#) son avis sur le dépistage néonatal de la drépanocytose. Sur la base des nouvelles données disponibles, notamment épidémiologiques, elle recommande désormais que celui-ci soit étendu à l'ensemble des nouveau-nés.

**PROMOTION DE LA SANTÉ** - Les **compétences psychosociales** (CPS) sont un ensemble de compétences sociales, émotionnelles et cognitives qui ont pour objectifs d'améliorer les relations à soi et aux autres. Facteur clé de la santé globale et de la réussite éducative et sociale, le développement des CPS est une piste stratégique en prévention, au cœur des enjeux sanitaires, éducatifs et sociaux. Santé publique France vient de publier un premier [cadre de référence](#) théorique sur les CPS.

En 2007, la **Fondation Promotion Santé Suisse** a commencé à planifier et à mettre en œuvre, en collaboration avec les cantons, des programmes d'action concernant l'alimentation. [Trois nouveaux rapports](#), basés sur des données probantes, viennent d'être publiés concernant les enfants, les adolescents et jeunes adultes, et les personnes âgées.

**DMLA** - La Dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA) est une pathologie courante du sujet âgé. Pour un certain type d'atteintes, un traitement (par piqure dans l'œil) peut ralentir, voire stopper, la baisse de vision provoquée par cette pathologie. La Haute autorité de santé vient de mettre à jour ses [recommandations](#) dans ce domaine.

**MARKETING** - Pour la première fois, Santé publique France, Radio France, et France tv ont créé une émission de divertissement [Respire](#), qui réunit artistes et humoristes engagés dans la **lutte contre le tabac**.

**MOVEMBER** - Vous avez peut-être aperçu votre voisin ou un membre de votre famille arborer depuis quelques jours un nouveau visage. Chaque mois de novembre, les hommes sont invités par la Fondation [Movember](#) à porter la moustache pour sensibiliser l'opinion publique aux maladies masculines telles que les cancers de la prostate et des testicules mais aussi à la santé mentale et la prévention du suicide. Movember est parvenue en France en 2012 et réunit des millions de participants dans 21 pays. [Doctissimo](#) vous explique comment ça marche ! Contrairement au "mois sans tabac", Movember n'a pas le soutien officiel des pouvoirs publics en France.

**ÉDUCATION THÉRAPEUTIQUE DU PATIENT** - En 2009, la loi HPST (Hôpital, Patients, Santé, Territoires) avait offert un cadre légal à l'éducation thérapeutique du patient (ETP), qui favorise l'acquisition de compétences essentielles pour améliorer la qualité de vie des quelque 20 millions de personnes atteintes de maladies

chroniques en France et de leur entourage. L'[arrêté du 7 septembre 2022](#) relatif aux orientations prioritaires du développement professionnel continu 2023-2025 des professionnels de santé, exclut la formation socle en ETP (40 heures), indispensable pour l'exercer. Cette absence risque de menacer la pérennisation de l'ETP, affirment les organisations signataires d'un [communiqué](#).

### Santé à voix haute #

Santé à voix haute # est édité par l'association LA SANTE A VOIX HAUTE, créée à Nantes en 2016.

Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}. Vous avez reçu cet email car vous êtes inscrit.e à Santé à voix haute #.

[S'inscrire.](#)

[Désinscription](#)

Envoyé par  
 sendinblue

© 2022 La santé à voix haute